

## L'élimination de la violence envers les femmes

# Appel pressant pour la constitution d'un fonds

Par Rosemary Okello



La vice-présidente de la Gambie Aisatou Gaye. Photo: Trevor Davies.

Le sixième forum pour le développement de l'Afrique a pris fin hier avec un appel pressant de plus de 30 ministres de divers pays à leurs gouvernements respectifs pour qu'ils respectent leurs engagements pris en 2004 auprès de l'Union Africaine et qu'ils mettent sur pied un fonds spécial

pour la lutte contre la violence envers les femmes.

Cette disposition est contenue dans le protocole sur les droits de la Femme, protocole qui accompagne la Charte Africaine des droits humains, de même que dans la déclaration solennelle sur l'égalité du genre, signée à Maputo au Mozambique en 2004.

Les ministres des différents pays d'Afrique qui ont assisté à la conférence ont affirmé qu'il est grand temps que leurs gouvernements traitent la violence envers les femmes comme une «*calamité nationale*». Parlant de la façon dont son pays a géré la pandémie du VIH/SIDA, la ministre ougandaise de la Solidarité nationale et du développement social, Syda Bumba, a dit que l'heure est venue de lancer des mesures préventives et curatives contre la violence.

La vice-présidente de la Gambie, Aisatou Gaye a fustigé ses collègues du gouvernement qui ont préféré laisser la lutte contre la violence envers les femmes aux organisations non-gouvernementales.

«*Les gouvernements devraient montrer la voie dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes en créant rapidement ce fonds*», a dit Bisi Adeye Afeyemi, directrice exécutive du Fonds de développement pour la femme africaine.

Selon Bience Gawanas, co-présidente de la conférence et commissaire à l'Union Africaine, les mécanismes du fonds ont été laissés au secrétariat de l'Union Africaine, qui se prépare à faire de ce fonds une réalité à l'issue d'une étude de faisabilité.

Les ministres ont demandé à ce que le plan d'action qui sera adopté aujourd'hui comprend l'allocation d'un pourcentage spécifique au soutien des ministères qui sont concernés de près ou de loin par la promotion des droits des femmes et des filles comme recommandé par l'UA.

Le Dr Jacinta Muteshi, experte en financement pour l'égalité du genre, a émis un avertissement, disant qu'il faut être prudent quand à l'allocation d'un pourcentage du budget à la lutte contre la violence envers les femmes et ceci afin d'éviter «*les mécanismes intérimaires*».

Le président du comité parlementaire sur la Population et le Développement au Botswana, Ronald Ridge, a lui mis au défi les législateurs de s'adonner à la difficile tâche de suivi et d'évaluation du fonds.

Le vice-ministre de la Défense du Soudan, Ismat Abed Elrman, a lui dit que son pays a voté une loi contre le viol perpétré par les membres de l'armée et que cela a eu pour effet de réduire le nombre de viols au Soudan, en particulier dans des endroits ravagés par la guerre.

## Rapport 2008/2009 de l'UNIFEM

# Qui rendra des comptes aux femmes?

Par Deepa Bhookhun



Micheline Ravololonarisoa (à droite) de l'UNIFEM lors du lancement du rapport. Photo: Trevor Davies.

«*Si un homme demande pourquoi je pense qu'il faut rendre davantage de comptes aux femmes, voici ma réponse : Parce qu'un gouvernement qui rend des comptes aux femmes vous rendra aussi des comptes.*» Cette déclaration est de Ban Ki-Moon, secrétaire général des Nations Unies.

On n'a pas besoin d'être féministe pour réaliser qu'il a raison. Comme le fait ressortir Micheline Ravololonarisoa, responsable de la section Afrique du Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (l'UNIFEM), «*la bonne gouvernance, c'est rendre des comptes et rendre des comptes, c'est la bonne gouvernance.*»

Tout cela est bien beau mais le problème est que cela reste de belles théories. L'UNIFEM a donc profité du sixième forum pour le développement de l'Afrique pour lancer son rapport 2008/2009 intitulé «*Le progrès des femmes dans le monde*». Ce rapport interpelle puisqu'il pose une question que personne n'a posée jusqu'ici- «*Et qui rend des comptes aux femmes?*» et demande que des mesures soient prises incessamment pour que des mécanismes soient mis en place pour que les gouvernements africains rendent des comptes aux femmes et fassent le bilan de leurs progrès.

«*Pendant trop longtemps, nous avons parlé, discuté, pris des résolutions, fait des promesses mais on réalise de plus en plus qu'il y a une crise dans l'application de ces engagements. Aujourd'hui, l'heure est arrivée pour que l'on nous rende des comptes*», explique Micheline Ravololonarisoa.

Beaucoup de gouvernements ont en effet ratifié nombre de protocoles mais y a-t-il eu un suivi? Y-a-t-il eu la mise en application de ces protocoles ou des résolutions? «*La réponse est non et c'est la raison pour laquelle nous profitons de ce forum pour lancer maintenant cet appel aux gouvernements des pays africains. Ce forum est différent des autres parce qu'il préconise des mécanismes de suivis innovateurs et très pratiques qui nous permettent d'espérer que c'est un nouveau départ que l'on va prendre*», tonne Micheline Ravololonarisoa.

Son optimisme est de mise certes mais croit-elle vraiment que les choses vont changer juste parce que l'UNIFEM le demande? Si les différents gouvernements ont été réfractaires jusqu'ici, n'est-ce pas là un signe qu'il n'y a pas vraiment de volonté

## Trafic humain

# Des lois réclamées de toute urgence

Par Mercedes Sayagues

Il est grand temps d'harmoniser les lois sur le trafic humain estiment les délégués participant au sixième forum pour le développement de l'Afrique (ADF VI). Le trafic humain est, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) une nouvelle forme de violence envers les femmes et affecte plus d'un tiers des pays africains.

C'est précisément parce que le trafic humain est une activité relativement nouvelle et complexe qu'il y a une lacune au niveau des lois dans les pays concernés. Les leaders de la Communauté pour le Développement de l'Afrique australe (SADC) ont signé un protocole sur le genre et le développement qui requiert de ses 15 membres qu'ils votent des lois contre le trafic humain d'ici 2015.

Selon une étude en 2006 menée par le département d'Etat américain, il y aurait chaque année jusqu'à 800,000 personnes victimes de trafic dans le monde. Ce chiffre n'inclut pas le trafic humain qui a lieu à l'intérieur des frontières d'un pays.

Ce nombre impressionnant de personnes - 80% d'entre eux sont des femmes et des enfants- finissent généralement s'adonner à la prostitution ou sont forcés à travailler sur des fermes, dans des usines ou comme employés de maison. Certains se retrouvent dans l'armée, d'autres dans des commerces alors qu'un certain nombre d'entre eux sont sujets à des adoptions illégales. D'autres encore, moins chanceux que les autres, sont forcés à donner leurs organes.

Un des obstacles à la lutte contre le trafic humain est son aspect clandestin et obscur. «*Il y a un manque d'informations, de lois, très peu*



Le trafic des femmes et des jeunes filles est une nouvelle forme d'esclavage. Photo: UNESCO.

de statistiques, encore moins de dénonciations et beaucoup de gens font la confusion entre le trafic humain et l'enlèvement», dit Karen Stefiszyn, responsable des droits humains au Gender Unit de l'université de Pretoria en Afrique du Sud. «*Il ne s'agit pas de travail sexuel. Ce n'est pas une migration économique. On ne peut pas parler de contrebande d'étrangers dans un pays, même si le trafic humain contient tous ces éléments*», ajoute Stefiszyn.

C'est tellement plus facile de promulguer des lois contre les immigrants illégaux et les travailleurs du sexe que de se pencher sur les complexités du trafic humain. Le Botswana par exemple, a des lois criminalisant le rapt. Mais si des gens qui ont été emmenés de force dans ce pays sont arrêtés et qu'ils disent qu'ils y sont entrés de leur plein gré, «*il n'y a rien*

à faire parce que ce n'est pas un délit», dit Ronald Ridge, parlementaire et président du comité parlementaire sur la population et le développement.

L'an dernier, sept Zimbabwéens ont été retrouvés morts dans un conteneur au Botswana. Ils étaient vraisemblablement en transit pour l'Afrique du Sud ou pour travailler sur des fermes au Botswana. Le trafic humain serait-il donc un problème au Botswana? «*Dans une moindre mesure, oui*», dit Ridge. Mais il ajoute que l'ampleur du problème demeure inconnue à cause d'une absence de statistiques sur le sujet.

Zineb Touimi Benjelloun, directeur régional des programmes en Afrique du Nord lui fait écho. «*Nous devons investir pour mieux comprendre le flux de la migration. Il nous faut plus d'études.*»



# Pourquoi les hommes ont des mamelons?

Par Trevor Davies

Selon FatherWorld, rapport publié par Fathers Direct, le centre d'information britannique qui effectue des études régulières sur la paternité dans cinq continents et qui désigne les meilleurs papas au monde, le mamelon d'un père convient parfaitement à apaiser un bébé qui pleure jusqu'à ce que sa mère puisse l'allaiter ou lui donner à boire.

Cette étude fait état d'une augmentation mondiale de l'activité paternelle. Elle désigne comme meilleurs papas du monde les Pygmées Aka, tribu de chasseurs du nord du Congo. Quand la mère n'est pas disponible, le père calme le bébé en pleurs en lui donnant son mamelon à sucer.

Les hommes de cette tribu s'occupent davantage des enfants que ceux de n'importe quelle autre société connue, souligne le rapport. En moyenne, 47% de leur temps est consacré à tenir le bébé ou à le maintenir à portée de bras. Ce faisant, ils surclassent les pères suédois, numéro Un pour l'Occident, qui consacrent 45% de leur temps à leurs enfants. Toujours selon ce rapport, il est estimé que dans le monde, les pères contribuent entre un quart ou un tiers du temps accordé par les mères à leurs enfants.

Cependant, à l'issue d'un sommet d'une semaine sur la paternité à l'université d'Oxford en Angleterre, FatherWorld indique que sur 156 cultures étudiées, seules 20% encouragent les relations rapprochées entre les hommes et leurs nourrissons et 5% entre les hommes et leurs jeunes enfants.

Les pères Aka emmènent souvent leurs enfants avec eux quand ils vont boire du vin de palme, pouvant le maintenir près de leurs corps pendant plusieurs heures, explique le rapport qui puise sa source de l'étude de Barry Hewlett, un anthropologue américain qui a étudié cette tribu pendant plus de 20 ans. Les pères Aka, plutôt que les mères Aka, sont souvent ceux qui se lèvent la nuit quand leur enfant pleure.

Sébastien Kraemer, psychiatre pour enfants à l'hôpital de Whittington à Londres,



Un Pygmée d'Aka et son enfant Photo. Trevor Davies

l'explique par le fait que dans les sociétés préhistoriques, il est possible que c'était la façon normale d'être père. «*Nous ne devons pas assumer qu'avec une histoire de 10 000 ans que nos modèles actuels sont les meilleurs*».

Caroline Flint, ancienne présidente du Collège Royal des Sages-femmes, a déjà été témoin de ce genre de scènes. «*Ce n'est pas comme si que le père disait à son enfant : 'tiens, prends mon mamelon'.* Habituellement, le bébé renifle contre le sein de son père. Il trouve le mamelon et le suce. Les pères sont habituellement surpris mais les bébés semblent heureux. Ils adorent se blotir contre leurs géniteurs».

Michael Lamb, professeur de psychologie à l'Université de Cambridge et l'expert mondial le plus réputé en matière de paternité, estime que : «*Internationalement, durant les 20 dernières années, nous avons vu des pères vivant avec leurs enfants qui passent plus de temps auprès de ceux-ci, faisant avec eux des activités les plus diverses. Cependant, nous*

*voyons aussi une autre tendance : un nombre croissant d'enfants grandissant sans pères en raison de la migration pour l'emploi, de relations fragiles et de divorces*».

Duncan Fisher, directeur général de Fathers Direct pense que «*nous commençons à reconnaître qu'il y a eu une révolution mondiale dans l'implication des pères auprès de leurs enfants, avec d'énormes bénéfices potentiels pour les familles et l'éradication de la pauvreté et une meilleure santé*».

A FatherWorld, le Dr Patrice Engle, qui est responsable des programmes sur la paternité explique que le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance a lancé de nouveaux projets pour soutenir la paternité en raison de son impact évident sur la pauvreté des enfants, l'allaitement et l'éducation. «*Il se peut que le plus gros des ressources – l'argent, le temps, l'alimentation et les soins – qui pourraient être dirigés vers les enfants – sont celles qui contrôlés par les hommes dans la famille*». Il y a là matière à réflexion...

## Les Congolaises en proie à la peur

Par Nelly Bazikamwe

En période de conflits armés, la population civile paie toujours le prix fort et les femmes sont généralement les principales victimes.

Au plus fort des conflits, s'en prendre aux femmes est devenu un moyen de terroriser toute la population civile dans le but de la faire fuir et d'occuper ensuite le terrain. Torturer moralement la femme, c'est la forcer à se soumettre et aussi la punir en l'accusant à tort d'appuyer les forces ennemies.

Le viol perpétré par des hommes armés est devenu une «*arme de guerre*» utilisée de manière massive et systématique par toutes les parties en conflit.

Pour de nombreuses raisons (la peur de porter plainte, la stigmatisation des victimes, le fait que la plupart des victimes se trouvent dans des régions peu accessibles ou le fait que certaines victimes ne survivent pas aux violences infligées), il est impossible d'estimer précisément le nombre de victimes de viols et autres violences sexuelles en République Démocratique du Congo. La seule certitude: leur ampleur est immense.

En République Démocratique du Congo, la guerre larvée à l'Est fait rage depuis trois mois. Plus de 250 000 personnes sont sans abri, en grande majorité des femmes et enfants.

L'organisation non-gouvernementale Care souligne qu'entre janvier et septembre 2008, plus de 3 500 femmes et filles ont été victimes de violences sexuelles au Nord-Kivu.

La recrudescence et la persistance des conflits récurrents à l'Est de la RDC préoccupent énormément les Congolaises et les femmes en général.

Au cours du sixième forum pour le développement de l'Afrique (ADF VI), Jacqueline Lofulo Wayela, secrétaire générale au ministère du Genre, de la Famille et des Enfants (RDC) a déclaré que «*ces viols sont généralement commis suite à l'absence d'une loi luttant contre les violences sexuelles. Ce qui favorise par conséquent l'impunité*».

Face à ces atrocités perpétrées sur la Congolaise et au silence inouï de tous, les Congolaises trouvent qu'il y a la nécessité urgente d'un plaidoyer émanant des femmes du monde entier, de même qu'un besoin d'éducation de la fille pour lui apprendre à dire 'NON'.

Bref, comme le disait si bien Koffi Annan, l'ancien secrétaire général des Nations Unies, «*Les femmes qui connaissent si bien le prix des conflits, sont souvent mieux armées que les hommes pour les prévenir ou les résoudre*».

N'oublions surtout pas que lorsque des tensions provoquent un conflit, les femmes tendent à construire des ponts plutôt que des murailles.

Femmes, faisons donc en sorte que le monde entier entende notre cri et luttons contre toutes les formes de violences faites à l'humanité.



Jacqueline Lofulo Wayela. Photo. Trevor Davies

## Les oubliées du forum

Par Deepa Bhookhun



Centre de formation pour les handicapées à Manzini, Swaziland Photo. Trevor Davies

Oui, nous avons parlé de femmes, de réduire la disparité entre les hommes et les femmes, de mettre un terme à la violence mais nous avons oublié un groupe de personnes qui représente à peu près 10% de la population mondiale, selon l'Organisation Mondiale de la Santé. Ce sont les femmes et les enfants handicapés.

C'est ce que clame Rosalie Bassole, présidente de la Fédération des associations pour

la promotion des personnes handicapées au Burkina Faso, qui a assisté au sixième forum du développement pour l'Afrique en tant qu'experte et qui en est sortie dégoûtée.

«*Quand j'ai réalisé qu'on n'avait pas prévu de discuter de ces personnes qui sont doublement handicapées dans le sens qu'elles sont femmes et qu'elles vivent avec un handicap, je me suis levée au cours d'une des sessions et j'ai soulevé la question. Ce qui m'étonne,*

*c'est que tout le monde était d'accord avec moi mais personne n'a pensé à inclure ce sujet dans les discussions*», dit-elle.

Le pire, c'est que très souvent ces handicaps dont parle Rosalie Bassole sont les conséquences de violences à l'égard des femmes et des filles. Elle nous explique que les enfants nés de mères qui ont été excisées- mutilées serait un terme plus approprié, - courent de gros risques de naître avec un handicap. «*L'accouchement dure plus longtemps et puisqu'une femme mutilée souffre d'un handicap, il y a très souvent des complications. Et très souvent, ces enfants naissent handicapés.*» explique Bassole.

Et le sort de ces enfants est des plus tristes à en croire l'experte. «*Que fait-on d'un enfant handicapé selon vous, dans les villages? On pense que c'est un mauvais sort. Soit on le tue, soit il est laissé pour compte. Il ne va pas à l'école, il ne travaillera jamais. Et même parmi les handicapés, il y a de la discrimination entre les filles et les garçons*», dit-elle.

Pour Rosalie Bassole, il est temps d'arrêter de toujours «*tout mettre sur le dos des hommes. Les femmes doivent assumer leurs responsabilités de mères. Ce sont elles qui élèvent leurs enfants, ce sont elles qui les éduquent. Ce sont elles qui emmènent leurs filles chez les sages femmes pour être excisées.*»

Un abominable cercle vicieux.





## ALLO, ALLO ADDIS...

# On a dansé jusqu'à minuit

Par Mercedes Sayagues

La soirée culturelle tenue hier au Hilton a vu les délégués danser jusqu'à minuit aux sons du reggae éthiopien.

Le populaire chanteur Johnny Ragga, accompagné par les Mehari Brothers, a galvanisé la centaine de délégués qui se trouvaient encore là vers 22 heures. Après, ça a été le tour du Imperial Majestic Band avec le chanteur Sidney Salomon.

Au début de la soirée, un groupe local s'est produit, interprétant des danses traditionnelles de différentes régions du pays. Les musiciens jouaient les instruments traditionnels. Vêtus dans des magnifiques robes, ils portaient des capes noirs brodées d'or, les femmes avaient de robes très séyantes en coton brodé.

Avant eux, il y a eu la chanteuse du R&B de la Zambie, Marsha Moyo, qui a été nommée cette année Ambassadeur des Nations Unies pour les objectifs de développement du millénaire.

De façon spontanée, entre un artiste et un autre, un groupe de Masai de Kenya, habillés



Johnny Ragga. Photo. Trevor Davies



Le groupe Naniokku en action. Photo. Trevor Davies

de façon traditionnelle, s'est mis à chanter et danser.

C'est le groupe Naniokku, qui travaille dans une communauté à Ngong, près de Nairobi. Ce groupe de femmes a commencé à ramasser de l'eau de pluie qui coulait des toits de leurs maisons. Disposant de plus de temps du fait qu'elles aient de l'eau à la maison, elles ont commencé un projet d'enfilage de perles.

L'indépendance économique les a amenées à réfléchir sur des questions de genre et à incorporer des hommes dans leur groupe, dont un était présent hier.

«J'aime les aspects positifs de ma culture Masai mais je mets de côté les aspects négatifs, comme la violence à l'égard des femmes,» a dit Julius Lasiti à ADF Today.

Le groupe se bat pour l'éducation des filles et contre les mutilations génitales féminines.

## Questions à Francis Boogere, spécialiste des violences sexuelles de l'UNIFEM

### «L'excision à des fins de médicaments»

Par Deepa Bhookhun

**Les organes génitaux excisés trouvent désormais preneurs. C'est ce que révèle une étude faite par l'UNIFEM sur les mutilations génitales. Francis Boogere, le spécialiste du sujet à l'UNIFEM, a accepté de répondre à nos questions. Il dit aussi qu'il n'y a pas de volonté politique pour mettre fin à cette pratique barbare.**

• **L'UNIFEM a fait une étude sur les mutilations génitales. Qu'avez-vous appris de plus à part le fait que cette pratique n'est pas prête d'être éradiquée?**

Nous avons établi qu'en réalité la situation est beaucoup plus compliquée que nous l'aurions cru au départ. Car au-delà du fait que les gens continuent à pratiquer l'excision sur les femmes pour des raisons dites traditionnelles, nous avons découvert qu'il y a en fait un trafic de parties génitales excisées. Donc maintenant nous avons une situation des plus inquiétantes - les gens pratiquaient déjà l'excision parce qu'ils pensaient que s'ils n'enlevaient pas le clitoris de la femme, éventuellement cet organe se développerait et serait devenu un pénis et qu'il fallait aussi contrôler la libido de la femme. Le commerce est venu s'ajouter à cela. Il y a une grande demande pour ces organes excisés.

• **Mais pour en faire quoi?**

Pour les mettre dans la préparation de médicaments. Ils pensent que cela leur donne des pouvoirs magiques. Récemment, nous

avons eu un cas en Ouganda où une personne a approché un musicien pour lui dire que des «médicaments» pouvaient l'aider à vendre plus de disques. Et que ce «médicament magique» contenait entre autres ingrédients des parties de clitoris excisés. Bien sûr, cette potion magique est vendue à un prix exorbitant et dans ce cas précis, la tentative de vendre des organes génitaux n'a pas marché puisque le musicien en question est allé à la police et l'intermédiaire a été arrêté. Mais tout cela pour vous dire qu'il y a un marché qui se développe et que la situation s'empire au lieu de s'améliorer.

• **Mais vraisemblablement les autorités des pays concernés sont au courant de ce problème. N'y a-t-il aucun contrôle?**

Vous savez, les représentants des gouvernements des pays concernés - et là, je parle principalement du Mali, de la Côte D'Ivoire, du Ghana, du Niger pour ne citer que ceux-là - sont de beaux parleurs. Ils prononcent souvent de grands discours mais la réalité est toute autre. Dans certains pays, 96% des femmes sont mutilées, vous vous rendez compte? Ce qui veut dire que la population de ces pays ne veut pas mettre un terme à cette pratique et le gouvernement ne veut pas ou ne peut pas imposer ce qu'il considère être les diktats de la société civile et des organisations telles que les Nations Unies. Et il n'y a pas de coopération entre les autorités de ces pays. Par exemple, l'excision est illégale au Burkina Faso mais les gens se rendent au Mali pour exciser leurs filles. Et personne ne les arrête.

**Mais finalement, vous venez de démontrer que ce n'est pas qu'au niveau des lois que la situation doit changer mais que c'est**



Francis Boogere. Photo. Deepa Bhookhun

**surtout au niveau des mentalités. Cette pratique est désormais illégale au Burkina Faso mais ce n'est certainement pas cela qui arrête les gens!**

C'est vrai mais il faut bien commencer quelque part. Et il faut savoir aussi que la façon dont l'excision est pratiquée a changé. Ce n'est plus un rituel, c'est devenu clandestin et donc plus difficile à contrôler. Même les gens éduqués et qui ont les moyens pratiquent l'excision. Ils achètent des billets d'avion pour transporter leurs filles dans d'autres pays comme le Mali ou la France où elle se pratique en catimini. J'ajoute aussi que les auteurs de l'excision sont toutes des femmes.

## Qui rendra des comptes aux femmes?

Suite de la page 1

politique pour changer les choses en faveur des femmes?

«Non, je ne pense pas. Je crois vraiment que la volonté politique est là parce que sinon, ils n'auraient pas ratifié les différents protocoles. Je pense que le problème se situe au niveau des mécanismes. Ils ne savent pas comment faire pour appliquer ces politiques. Si nous pouvons les aider, je suis sûre que l'on fera du progrès.»

Pour Ravololonarisoa et pour l'UNIFEM, la preuve que la volonté politique existe est que malgré tout, il y a eu du progrès.

«Mais pas suffisamment. Combien de femmes occupent des postes de décideurs politiques? Est-ce que le secteur public a une approche pro-femmes? Est-ce que le système de justice encourage les femmes à rapporter des violations? Est-ce que les filles ont accès à l'éducation? Autant de sphères où des progrès n'ont pas été accomplis. Et il est temps que les gouvernements nous rendent des comptes.» a conclu la directrice africaine de l'UNIFEM.

### Faits et chiffres

#### Saviez-vous que...

- La violence affecte entre 10% et 60% de femmes et de filles?
- Moins d'un auteur de crime sur 10 est accusé d'avoir commis un acte de violence sexuelle contre les femmes?
- Que l'évasion des cerveaux concerne majoritairement les femmes? En Afrique, trois femmes sur 10 ayant une licence universitaire, émigrent.
- La moitié des femmes mariées en Asie du Sud n'ont pas leur mot à dire dans les décisions concernant leur santé?
- Dans l'Afrique sub-saharienne, les femmes ont 300% plus de risques que les hommes d'être infectées par le virus du VIH?
- Plus d'une femme sur 50 meurent des complications de la grossesse dans 44 pays?
- Il y a une parlementaire femme pour chaque cinq parlementaires hommes. Et que cela va prendre 40 ans pour que les femmes dans les régions en voie de développement atteignent la parité en termes de représentation au parlement?
- La résolution internationale la plus vieille concernant l'égalité du genre a été passée en 1921 et concernait les droits du travail? Malgré cela, les femmes gagnent toujours 17% en moins que les hommes pour le même travail.
- Dans le monde entier, et selon les statistiques les plus optimistes, il y a une femme pour neuf hommes dans des postes de direction des entreprises?

**Mais il y a quand même eu du progrès...**

- Neuf filles sur 10 dans le monde ont accès à l'éducation primaire.
- La moitié des 22 pays qui ont atteint la barre des 30% de représentation féminine au parlement sont ceux en voie de développement.
- Au Honduras et en Croatie, plus de 40% des juges de la Cour Suprême sont des femmes.
- L'aide financière pour la lutte en faveur de l'égalité du genre a pratiquement triplé (en terme absolu) passant de US\$2.5 milliards en 2002 à US\$7.2 milliards en 2006.